



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

taux

Question écrite n° 27489

Texte de la question

M. Germinal Peiro * attire l'attention de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur le silence du Gouvernement concernant le maintien du taux réduit de TVA pour les travaux de rénovation des habitations à l'issue de la période transitoire qui s'achèvera le 31 décembre prochain. Les professionnels du bâtiment sont plongés dans l'expectative quant à la prolongation ou non de cette mesure et leur activité marque une pause très sensible qui pénalise un pan entier de notre économie, déjà malmenée. La reconduction de cette mesure, dont l'efficacité n'est pas à démontrer, doit constituer un des enjeux majeurs des négociations que le Gouvernement mène actuellement au niveau européen. C'est pourquoi il lui demande, face au trouble grandissant des professionnels du bâtiment, de lui indiquer quelles mesures il entend prendre pour faire aboutir favorablement cette négociation dans les meilleurs délais.

Texte de la réponse

La directive communautaire n° 1999/85/CE du 22 octobre 1999 a autorisé les États membres à appliquer, à titre expérimental, pour une durée de trois ans, un taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée à certains services à forte intensité de main-d'oeuvre. Cette expérience, qui permet à la France d'appliquer le taux réduit de la TVA aux travaux portant sur les logements achevés depuis plus de deux ans ainsi qu'aux services d'aide à la personne, expirait, en principe, le 31 décembre 2002. Pour permettre à la Commission européenne d'examiner les rapports d'évaluation transmis à l'automne dernier par les États membres qui ont mis en oeuvre l'expérimentation, le Conseil a décidé le 3 décembre 2002 de proroger le dispositif d'un an, soit jusqu'au 31 décembre 2003. Le rapport d'évaluation que la France a remis à la Commission fait clairement apparaître les effets bénéfiques de l'expérience sur l'emploi. Les emplois créés ont été estimés à environ 40 000 dans le secteur du logement et 3 000 dans le secteur des services à domicile. Les effets observés dans les autres pays de l'Union sont contrastés. Seule l'Italie indique qu'elle a constaté dans le secteur de la rénovation et de la réparation des logements, la création de 65 000 emplois. La proposition de directive du 16 décembre 2003 autorisant les États membres concernés à continuer d'appliquer pendant deux années supplémentaires (soit jusqu'au 31 décembre 2005) le taux réduit de TVA aux services à forte intensité de main-d'oeuvre a fait l'objet d'un accord politique lors du Conseil du 22 décembre. Cette prorogation est traduite en droit français par l'article 24 de la loi de finances pour 2004 (n° 2003-1311 du 30 décembre 2003).

Données clés

Auteur : [M. Germinal Peiro](#)

Circonscription : Dordogne (4^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 27489

Rubrique : Tva

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 3 novembre 2003, page 8346

Réponse publiée le : 24 février 2004, page 10322